

Quinzième Anniversaire de l'indépendance

Message du Chef de l'Etat à la Nation

— Une organisation politique dès le dernier trimestre 1975

— Le Plan Quinquennal financé à 46 pour cent

Maliennes

Maliens

« Nous commémorons, aujourd'hui, le quinzième anniversaire de la proclamation de l'indépendance de la République du Mali.

« A cette occasion à la fois solennelle et historique, je voudrais, tout d'abord, exprimer la reconnaissance de la nation à tous les patriotes dont les actions conjuguées ont permis à notre peuple d'accéder à sa pleine souveraineté.

« Certains d'entre eux n'ont pas eu le privilège de connaître la joie et la fierté qu'éprouvent les citoyens d'un pays qui accède à l'indépendance après une longue période de lutte et de sacrifices de tous genres.

« D'autres, dans des conditions modestes mais avec conviction, se sont usés à la difficile tâche des premières années de l'exercice de la souveraineté nationale. Que ce message soit pour les uns et les autres l'expression de la reconnaissance que le peuple doit à ses fils qui l'ont fidèlement servi !

« Je voudrais également exprimer nos remerciements aux pays amis et aux organisations internationales qui nous ont généreusement assistés en vue d'asseoir les bases économiques de notre indépendance et dont les concours précieux ne nous ont jamais fait défaut, surtout au cours de ces dernières années pendant lesquelles notre pays a beaucoup souffert des effets cumulés de la sécheresse.

« En leur témoignant notre reconnaissance, je voudrais les assurer de notre sincère volonté de coopération fondée sur le respect mu-

tuel de souveraineté et sur la base des avantages réciproques.

APPEL AU SENS DE LA RESPONSABILITE

« Si au début de ce message, j'ai rendu un hommage mérité aux patriotes sincères qui, sans esprit de calcul basement matérialiste, ont sacrifié les uns leur liberté, les autres des carrières administratives ou militaires pleines de promesses pour sauvegarder la dignité de notre peuple, c'est surtout pour rappeler à la génération et aux cadres actuels le sens de la responsabilité dans le processus de développement historique de la nation.

« Le développement d'une nation est une œuvre permanente à laquelle chaque génération doit apporter sa contribution. C'est dire que l'épanouissement d'une nation et la place qu'elle occupe sur l'échiquier international sont intimement liés à la qualité de la contribution des cadres pendant la période considérée.

« Dans le système mondial actuel caractérisé par la compétition entre nations pour assurer à leurs populations plus de bien-être, les exigences du développement requièrent des cadres une conscience toujours plus accrue et un dévouement constant à la cause du peuple.

« Cette considération m'amène à lancer un appel pressant aux travailleurs et aux cadres à tous les niveaux, en les invitant à prendre davantage conscience de leurs devoirs envers la nation.

« Dans un pays comme le nôtre où, conformément aux aspirations du peuple, l'essentiel des activités économiques, industrielles et com-

merciales est contrôlé par les secteurs public et para-public, le comportement individuel et collectif des cadres et des travailleurs de l'Etat face à la chose publique est déterminant dans le succès ou l'échec de toute politique de développement économique et social.

« C'est dire qu'en raison de la situation préoccupante qui prévaut dans les services publics et dans les sociétés et entreprises d'Etat, les travailleurs et surtout les cadres de direction doivent procéder à un examen de conscience.

« Ils doivent, dans leur propre intérêt et dans celui du peuple qui ne saurait continuer à être impunément bafoué ou méconnu, procéder sans tarder à la reconversion des mentalités et à la correction du style de travail.

« C'est à ce prix qu'ils se montreront dignes des fonctions de responsabilité qui leur sont actuellement confiées. C'est à ce prix également que la génération actuelle de jeunes cadres qui prend progressivement en main la direction active des affaires de l'Etat, pourra consolider l'œuvre de leurs aînés qui ont accompli avec abnégation la mission historique de conduire le pays à l'indépendance.

L'ECONOMIE RURALE SECTEUR PRIORITAIRE

« Nous abordons la 16^e année d'indépendance de notre pays dans
(Suite en page 4)

Remise de décorations

Commencées le mardi 16 septembre, les cérémonies de décorations se sont poursuivies dans notre capitale le vendredi.

Dans la matinée du vendredi 19, le grand chancelier des Ordres nationaux, El Hadj Dossolo Traoré s'est rendu au Ministère de Tutelle des Sociétés et Entreprises d'Etat.

Les v

« No

A
de n
Mali
Trao
La
prési
Le
CML
Son
que
arabe
res:

« C'es
les Che
ques, C
tions T
Bamako
vous pr

« C'
q

Monsieu
ploma
Excellen

« L'an
bre, que
tances et
nous le
ment au
chaque

rémonies
une sour
gement.

« A p
êtes com
votre tra
ment d
chantiers
duction,

Ce matin à 9 heures à la Bourse du Travail

Les sociétés multinationales sur la sellette

Message du Chef de l'Etat à la Nation

(Suite de la 1^{re} page)

une conjoncture internationale assez mouvante, caractérisée par une inflation généralisée et une tendance très marquée des partenaires économiques à l'autodéfense.

« Les pays en voie de développement, dont nous sommes dotés en conséquence mobiliser toutes leurs ressources humaines et matérielles, pour réaliser leurs objectifs de développement.

« C'est dans cette perspective que le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement ont adopté, il y a un an, le Plan quinquennal 1974-1978. Ce plan vous a été présenté dans les différents messages que j'ai adressés à la nation depuis le 22 septembre dernier.

« Mon propos aujourd'hui, sera donc de dresser un bilan sommaire des résultats obtenus dans la recherche du financement des différents projets inscrits dans le Plan quinquennal.

« Il convient de souligner, tout d'abord, que le montant des investissements inscrits au plan a passé de 395 milliards à 486 milliards 800 millions de francs maliens en raison de l'inflation.

« Le financement acquis à ce jour totalise 183 milliards 500 millions soit 46 % de l'enveloppe initiale et 41 % du coût actualisé. Il se répartit entre les secteurs ci-après, considérés comme prioritaires :

1°) — Le Secteur de l'économie rurale

« Considérée comme secteur prioritaire dans le cadre de la stratégie du développement du pays, l'économie rurale vient en tête du plan quinquennal, avec un volume initial d'investissement s'élevant à 133 milliards de francs maliens, soit 34,4 % de l'enveloppe globale. Le financement acquis dans ce secteur atteint près de 95 milliards et représente 71 % du coût initial et 47,1 % du coût actualisé.

2°) — Le Secteur secondaire

« Pour l'ensemble du secteur secondaire comprenant les sous-secteurs des mines, de l'énergie, de l'hydraulique et de l'industrie, les investissements prévus initialement au plan étaient de 110 milliards 700 millions de francs maliens. Au coût actuel, ces investissements se chiffrent à près de 138 milliards 500 millions. Le financement déjà acquis s'élève à un peu plus de 44 milliards soit 40 % du coût initial et 32 % du coût actualisé.

3°) — Le Secteur des infrastructures, des transports, des télécommunications et du tourisme

« Les prévisions initiales de l'ensemble de ce secteur se chiffraient à 93 milliards 200 millions, soit 146 milliards au cours actuel.

« Le financement acquis s'élève à 36 milliards 600 millions, soit 39 % du montant initial et 25 % des prévisions actualisées.

4°) — Le Secteur Social

« Au titre de ce secteur, il est inscrit au plan un montant initial de 37 milliards 400 millions actualisé à 47 milliards 200 millions. Le financement acquis représente 4 milliards 800 millions, soit 10,2 % du coût actualisé et 13 % du coût initial.

5°) — Le Secteur de l'Habitat et de l'Urbanisme

« Dans ce secteur, le financement acquis est de 3 milliards 500 millions sur une prévision initiale de 22 milliards 300 millions, soit environ 6 % de l'enveloppe globale.

« Comme vous pouvez le constater à travers les chiffres que je viens d'indiquer, un an après son adoption, le financement du plan quinquennal est acquis à 46 % de l'enveloppe initiale, soit 41 % du coût actualisé. Ce résultat, qui est

le fruit des efforts déployés par le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement, est assez appréciable si l'on tient compte de la situation économique internationale particulièrement défavorable. Ce qui reste à réaliser va donc nécessiter plus d'efforts internes, en raison précisément de la conjoncture internationale dont l'évolution ne cesse d'être préoccupante. Nous devons donc préparer d'ores et déjà les conditions permettant une plus grande mobilisation des ressources humaines et matérielles internes, par la motivation des populations.

DE NOUVELLES STRUCTURES POLITIQUES

« Pour atteindre cet objectif, le Comité Militaire de Libération Nationale a décidé de consacrer le dernier trimestre de 1975 et l'année 1976 à la mise en place de structures politiques capables d'organiser et de mobiliser le peuple autour des objectifs nationaux.

« Les populations organisées, depuis le village jusqu'au niveau national, au sein d'un parti largement démocratique, participeront plus activement à la définition et à la réalisation des objectifs de développement économique et social. Parallèlement à la mise en place des structures politiques, l'administration régionale et locale sera réformée et réadaptée pour permettre la participation consciente des populations à la vie des collectivités à tous les niveaux.

Maliennes,
Maliens.

« Le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement sont vivement préoccupés par la hausse du coût de la vie découlant de l'inflation mondiale et aggravée au niveau national par l'organisation du trafic des produits de grande consommation.

« De même la corruption, la concussion et la prévarication ont atteint une ampleur et un niveau très inquiétants. Le problème est préoccupant et sa solution ne peut être trouvée que dans le cadre d'une action conjuguée du gouvernement et des populations concernées, singulièrement des travailleurs organisés au sein des syndicats, des unions des femmes et des sections et sous-sections de l'organisation politique.

« Des mesures adéquates seront donc prises pour accélérer la mise en place des structures politiques, en vue de permettre une coordination efficace des organisations de masses et engager sans délai à l'échelle nationale la lutte contre les phénomènes qui sont à la base de la détérioration du climat social.

« D'ores et déjà, ceux qui ont profité de l'absence momentanée de contrôle populaire et des faiblesses des structures administratives pour détourner à leur profit des biens de l'Etat et des collectivités, ou ceux qui seraient tentés de s'orienter vers cette voie malhonorable, devraient méditer sur les enseignements de l'histoire. Le jugement du peuple est très sévère à l'encontre de ceux qui le trompent ou déçoivent ses espoirs.

« Mon avertissement s'adresse également à ceux qui organisent le trafic et la spéculation, à ceux qui sacrifient les intérêts de l'Etat en récompense des pots de vin. Tous les éléments tarés et corrompus et tous les faux patriotes doivent être rapidement démasqués et soumis au jugement du peuple.

UN ORDRE SOCIAL NOUVEAU

« Je lance donc un appel pressant à tous les cadres civils et militaires demeurés honnêtes, aux travailleurs et aux paysans, et les invite instamment à conjuguer leurs

efforts au sein des organisations qui vont être très prochainement mises en place, pour instaurer un ordre social nouveau, fondé sur le développement de la conscience professionnelle et civique, l'humilité, le respect de la chose publique et le dévouement à la cause du peuple.

« J'ai parlé, il y a un instant, du coût élevé de la vie, du trafic et des malversations. Certes, le gouvernement envisage de nouvelles augmentations de salaires pour protéger le pouvoir d'achat des citoyens à faibles revenus. Mais aucun travailleur ne doit ignorer que la capacité de l'Etat d'augmenter les salaires dépend des ressources budgétaires, elles-mêmes liées à la manière de servir, au rendement des travailleurs, des cadres et des responsables.

« C'est dire que la solution efficace du problème ne peut être trouvée que dans le cadre d'une prise de conscience et d'un engagement réels de tous ceux qui sont concernés, prise de conscience et engagement qui passent nécessairement par l'organisation des populations, leur mobilisation et l'exercice du contrôle populaire à tous les niveaux.

Maliennes,
Maliens.

« Tels sont les objectifs de politique interne que je vous propose en abordant la 16^e année de l'accession de notre pays à l'indépendance.

« La réalisation de ces objectifs n'est pas au-dessus de nos forces.

Ils doivent être atteints dans l'intérêt du peuple.

« En effet, ce n'est que dans la mesure où ces objectifs seront réalisés, que la confiance en l'Etat se renforcera à l'intérieur comme à l'extérieur. L'enjeu est donc d'importance, et je compte sur toutes les bonnes volontés pour mener à bien cette nouvelle tâche qui est capitale pour l'avenir de notre pays.

Maliennes,
Maliens.

« Je ne saurais terminer ce message sans exprimer en votre nom notre amitié et notre profonde solidarité avec les peuples qui, à travers le monde, luttent pour leur indépendance, la justice, la paix et le progrès.

« Vive la République ! »

Les vœux du Corps diplomatique

(Suite de la 1^{re} page)

« C'est le 22 septembre 1960 que la Nation malienne a recouvré sa liberté, assurée sa souveraineté et pris la place qu'elle mérite au sein de la communauté internationale.

« La Nation malienne a le droit d'être fière de toutes les réalisations qu'elle a accomplies au cours de ces 15 ans d'indépendance nationale, ce, d'autant plus qu'elle a réussi à jeter les bases d'un Etat moderne, à affirmer sa personnalité internationale et à enregistrer à son actif de nombreuses réalisations dans le domaine du progrès, de la justice sociale et du bien-être du peuple malien.

« A nous, Représentants des pays amis à Bamako, la preuve palpable s'offre à tout moment des efforts dignes d'éloges et continus que vous, Monsieur le Président, Messieurs les membres du Comité Militaire de Libération Nationale, Messieurs les membres du gouvernement, vous ne cessez de déployer dans tous les domaines pour réaliser davantage le progrès et pour assurer à la grande Nation malienne la vie glorieuse dont elle est digne.

« Malgré les efforts immenses que vous, Monsieur le Président, Messieurs les membres du Comité Militaire de Libération Nationale, Messieurs les membres du gouvernement, vous avez tous consentis dans l'affrontement des difficultés connues par le Mali pendant les années de sécheresse, votre marche en avant s'est courageusement poursuivie sur la voie de la réalisation des projets vitaux et bénéfiques pour le pays. Le succès du plan triennal en est une démonstration évidente.

« A la lumière des objectifs ambitieux du plan quinquennal, Nous Représentants des pays amis à Bamako, nous partageons intimement l'optimisme de la Nation malienne ainsi que sa grande confiance en l'avenir de son pays. Car la sagesse qui marque votre politique extérieure, les bons rapports que vous entretenez avec tous les pays épris de progrès, de paix et de justice, tout cela incite un grand nombre d'hommes à participer à la réalisation des projets vitaux inscrits à ce plan quinquennal.

« Le Mali, depuis son accession à l'indépendance et en sa qualité de membre de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation de l'Unité Africaine, du Groupe des pays non-alignés et de tant d'autres organisations internationales et régionales, n'a épargné aucun effort pour coopérer avec tous les pays épris de paix et de justice en vue de jeter les bases de la justice internationale et de rechercher des solutions pacifiques aux problèmes

politiques, conformément à l'esprit des chartes de l'ONU et de l'OUA.

« Fort de ces sentiments, Nous, Représentants des pays amis au Mali, nous vous prions de bien vouloir accepter, Monsieur le Président, pour vous-même, pour Messieurs les membres du Comité Mi-

litaire de Libération Nationale, pour Messieurs les membres du gouvernement et pour la Nation malienne toute entière, nos chaleureuses félicitations en ce jour anniversaire de votre indépendance et nos vœux les plus sincères pour le bonheur, la prospérité et la grandeur de votre pays ».

« C'est à l'exécution du Plan Quinquennal que le C.M.L.M. et le Gouvernement consacreront leurs efforts »

(Suite de la 1^{re} page)

« Ayant ainsi pris place dans le concert des nations, notre pays s'est, depuis lors, attaché à asseoir son indépendance et à faire accéder son peuple au bien-être et à la dignité.

« Nous nous sommes certes heurtés dans cette voie à de nombreux obstacles et difficultés, et les gigantesques efforts que nous avons déployés n'ont pas toujours été couronnés du succès attendu, mais ce qu'il convient surtout de retenir ici c'est la ferme volonté de notre peuple d'aller de l'avant, de faire vivre et prospérer son pays.

« Les multiples sacrifices qu'il a consentis depuis le 22 septembre 1960 constituent la meilleure illustration de cette volonté.

« Aujourd'hui, alors que sur le plan politique nous préparons la mise en place des institutions en vue du retour à une vie constitutionnelle normale, dans le domaine économique, le plan quinquennal de développement économique et social 1974-1978 est venu prendre la relève du programme triennal mis en œuvre au lendemain des événements du 19 novembre 1968 pour redresser la situation préoccupante héritée de l'ancien régime.

« C'est dorénavant à l'exécution de ce Plan que le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement consacreront l'essentiel de leurs efforts.

« Certes, la tâche qui nous attend s'avère extrêmement ardue, en raison des graves difficultés auxquelles nous nous trouvons tous confrontés. Mais, avec la volonté qui nous anime et l'aide de nos amis, nous avons le ferme espoir d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés.

« Vous avez tout à l'heure, Monsieur le Doyen, parlé en termes très aimables de la politique extérieure de mon pays. Je vous dirai en tout cas, que notre principal objectif a toujours été, au Mali, d'entretenir de bons rapports avec tous les pays

épris de paix et de justice, qui respectent notre souveraineté et notre dignité.

« Si nous jetons à présent un coup d'œil sur les principaux événements survenus depuis le 22 septembre 1974, nous constatons avec une grande satisfaction que d'importants pas ont été franchis dans la voie de la libération de l'Afrique avec la proclamation de l'indépendance du Mozambique, des îles du Cap Vert, de Sao Tomé et Príncipe et des Comores.

« Mais il suffit aussi d'évoquer, entre autres, l'entêtement des racistes blancs en Rhodésie, en Afrique du Sud et en Namibie, les événements graves qui se déroulent en Angola et que nous suivons avec beaucoup de peine et de préoccupation, pour se rendre compte que des problèmes brûlants restent encore à résoudre sur notre continent.

« A cela s'ajoutent, bien entendu, les autres problèmes internationaux et aussi et surtout les difficultés de plus en plus graves qui se font jour sur le plan économique, et particulièrement les obstacles auxquels le Tiers Monde ne cesse de se heurter dans sa tentative d'instaurer un nouvel ordre économique mondial.

« C'est dire Excellence, que ce qui a été fait n'est rien à côté de ce qui reste à faire et que chaque membre de la communauté internationale se doit de faire preuve de courage, de sagesse et de réalisme, faute de quoi nous courons à de graves désordres, voire à la catastrophe.

« Je ne terminerai pas, Monsieur le Doyen, Messieurs les Ambassadeurs, sans rendre un hommage particulier à la précieuse contribution que vous ne cessez d'apporter au renforcement des liens d'amitié et de coopération que nous entretenons si heureusement avec vos pays respectifs.

« Vous voudrez bien, enfin, transmettre les vœux sincères de bonheur et de prospérité qu'à notre tour nous formons pour vos gouvernements et pour vos peuples.

« Je vous remercie ».